



**PROCES-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
MERCREDI 29 NOVEMBRE 2023**

- A Clichy -

B.O n° 2603

Début des travaux à 13h30

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ
Vice-Président(e)s	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de Mission	Benjamin MERCIER Stéphane METZGER
Membres	Sylvie CAILLET Lionel CHALENDAR Olivier HIRTZIG Richard LAGRAVE Pierre LEGROS Marie-Noëlle NOULARD Carine SOLLBERGER Patrick TRIOEN
Assistent : Directeur Général Directrice Administrative et Financière Directeur Technique National DTN Adjointe Responsable de la coordination des instances Coordinatrice administrative Présidence/Événementiel Représentante CSE	Laurent CIUBINI Alexandra LABOUCHEIX Julien ISSOULIÉ Agnès BERTHET Magali TAPRET Valérie GICQUEL Sophie LARDILLAT
Excusés : Secrétaire Général Adjoint Vice-Présidente Chargé de Mission Membre Membre Membre Membre	Philippe BRIOUT Dominique LAGIER Denis CADON Christine ARNOUX Alain BERNARD Evelyne CIRIEGI Marc DEBERGHES

Membre	Laure GAUTHREAU
Membre	Hélène GARDEAU
Membre	Christine KITEGI
Membre	Myrtho MANDE
Membre	Christelle MIGNE
Absents :	
Membre	Julie EISSEN

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

Suite à leur élection par cooptation en tant que membres du Comité Directeur, Marie-Noëlle Noulard et Lionel Chalendar se présentent à l'Assemblée.

Avant de passer aux différents points de l'ordre du jour, les 4 nouveaux représentants titulaires du CSE élus le 28 septembre dernier, se présentent aux membres du Codir :

- Sophie Lardillat, Secrétaire et Représentante légale du CSE
- Clémence Bègue, Trésorière jusqu'au 31/12/2023 puis Trésorière-adjointe
- Dominique Veyssière, Trésorier-adjoint jusqu'au 31/12/2023 puis Trésorier
- Valentin Mathou, Secrétaire-adjoint

Ils seront accompagnés dans leurs missions par 4 représentants suppléants : Ana De Sousa, Vincent Hamelin, Nathalie Lavoux et Nicolas Menanteau.

1. Accueil du Président

Gilles Sézionale souhaite la bienvenue à tous.

Il revient sur le rendez-vous de ce jour avec la Directrice des Sports du Ministère portant sur les missions des Fédérations, notamment en termes d'éthique et de développement durable, mais aussi sur la récente audition dans le cadre de la Commission d'enquête relative à l'identification des défaillances de fonctionnement au sein des fédérations françaises de sport, du mouvement sportif et des organismes de gouvernance du monde sportif en matière de violences sexuelles.

Il regrette que les nombreuses missions autres que sportives qui nous sont confiées et qui nécessitent beaucoup d'investissements dans leur mise en œuvre ne bénéficient pas d'une aide suffisante de l'Etat. Les obligations qui pèsent sur les Fédérations sont en effet de plus en plus importantes et sont supportées en majeure partie par le bénévolat, notamment au sein des clubs.

Une des pistes évoquées serait la mutualisation de davantage de moyens par le CNOSF (barème de sanctions commun, base informatique commune, ...).

Jean-Luc Manaudou confirme que le bénévolat devient très compliqué en termes d'implication et d'obligations.

2. Affaires Administratives

2.1 – Point sur les élections 2024 et proposition de calendrier électoral

Dominique Cupillard présente le calendrier électoral 2024 établi sur la base des textes statutaires :

- **10 novembre 2024 à minuit (heure en France métropolitaine) :** date limite pour la tenue des élections de Ligues régionales.
- **15 novembre 2024 à minuit (heure en France métropolitaine) :** ouverture de la période de dépôt des listes de candidats aux élections du Comité directeur fédéral.

- **22 novembre 2024 à minuit (heure en France métropolitaine) :** fin du dépôt des listes de candidats aux élections du Comité directeur fédéral.
- **26 novembre 2024 :** réunion de la commission de surveillance des opérations électorales et publication des listes de candidats aux élections du Comité directeur fédéral sur Extranat.
- **Du 6 décembre 2024 à minuit au 13 décembre 2024 à minuit :** période de vote électronique.
- **14 décembre 2024 à 14h :** proclamation des résultats des élections du Comité directeur fédéral.
- **14 décembre 2024 à 15h :** 1er comité directeur fédéral, vote sur la proposition du Président du nouveau Bureau.

Rappel des Statuts : Art. 8 « Composition du Comité Directeur » :

« Le CODIR est composé de trente-huit (38) membres parmi lesquels :

- Trente-deux (32) membres sont élus par l'Assemblée Générale Elective de la FFN ;
- Deux (2) membres dits « sportifs de haut niveau », dont un homme et une femme ne devant pas représenter la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport – ils représentent une discipline lorsqu'ils ont été inscrits sur liste ministérielle comme sportif de haut niveau dans cette discipline -, sont élus représentants par la commission des sportifs de haut-niveau de la FFN, composée de membres élus par leurs pairs licenciés au 31 août précédant l'élection ; l'élection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN ;
- Deux (2) membres dits « officiels », dont un homme et une femme ne devant pas officier dans la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport, sont élus à bulletin secret par un collège « officiels » composé de tous les officiels licenciés à la FFN au 31 août précédant l'élection ; l'élection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN ;
- Deux (2) membres dits « entraîneurs », dont un homme et une femme ne devant pas entraîner dans la même discipline déléguée par le ministère chargé des Sports par application de l'article L.131-14 du code du sport, sont élus à bulletin secret par un collège « entraîneurs » composé de tous les entraîneurs déclarés comme tels et licenciés à la FFN au 31 août précédant l'élection ; l'élection de ces représentants a lieu au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été et avant la tenue de l'Assemblée Générale Elective de la FFN. »

La commission des Sportifs de Haut Niveau (SHN) :

« La Commission SHN est composée de six (6) membres, obligatoirement actuels ou anciens SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle, élus par leurs pairs, obligatoirement actuels SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle à la date de l'élection, pour un mandat de quatre ans via un scrutin uninominal majoritaire à un tour. Le vote s'effectue à bulletin secret.

Cette commission doit ensuite se réunir au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle se tiennent les Jeux Olympiques d'été pour désigner **deux représentants, un homme et une femme, actuels SHN au sein de la FFN et inscrits comme tels sur liste ministérielle à la date de l'élection, qui siègeront en tant que membres élus par la commission des SHN au CODIR de la FFN ainsi qu'à son Bureau Exécutif.** »

- Il est préconisé que la composition de la Commission SHN passe de « 6 » à « 6 à 12 membres » (modification des Statuts à prévoir lors de l'AG de Nice).
- Période de vote électronique pour la composition de la commission : **du 13 au 30 octobre 2022.**
- Réunion de la Commission des SHN et élection de ses 2 représentants **au plus tard le 15 novembre.**

Collèges « Entraîneurs » et « Officiels » :

-Elections des 2 membres « entraîneurs » et des 2 membres « officiels » **entre le 1er et le 15 novembre 2024.**

Concernant le collège des « officiels » il sera précisé dans les Statuts que la base d'extraction sera celle d'Extranat des officiels.

Une discussion s'instaure concernant le collège « entraîneurs » pour lequel des interrogations demeurent. Qui sera concerné ? diplômés d'Etat, détenteurs de la carte professionnelle, bénévoles ? Ce point sera rediscuté lors du Conseil des Territoires du 20 décembre prochain et de l'Assemblée des Départements les 2 et 3 février 2024.

Il est également fait état de la difficulté de contrôler la bonne mise en ligne des informations personnelles dans extranat ainsi que le nombre de votants.

La communication sur l'importance pour les clubs d'indiquer sur Extranat les licenciés exerçant la fonction d'entraîneur ou d'officiel sera accrue dès la saison 2023-2024. En effet, les listes seront établies sur cette base.

Concernant le nombre de votants, Laurent Ciubini confirme qu'il n'y aura pas de quorum pour les élections au sein de ces 3 collèges.

Concernant la représentativité des disciplines pour les représentants SHN, Officiels et entraîneurs, la proposition de supprimer l'obligation d'avoir deux représentants de disciplines différentes n'est pas retenue. Ce sera bien un binôme homme/femme issu de 2 disciplines différentes qui devra être présenté.

Informations complémentaires :

Les membres du CoDir sont désormais élus par l'ensemble des clubs.

En cas de poste vacant, il ne sera plus possible de pourvoir au remplacement d'un poste vacant par cooptation. Une modification statutaire sera proposée pour imposer que chaque liste devra être composée d'à minima 34 noms et au maximum 36 noms afin d'avoir un à deux suppléants de chaque sexe en cas de démission sans avoir à réorganiser d'AG électorale.

Dans chaque liste, les candidats devront apparaître selon une alternance d'hommes et de femmes. En cas de panachage, celui-ci devra s'effectuer en veillant à ce que l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes au sein du CODIR ne soit pas supérieur à 1.

La CSOE devra être constituée et opérationnelle au plus tard début septembre pour préciser d'éventuelles demandes. Il est également préconisé qu'elle approuve en cours d'année le prestataire désigné pour assurer les opérations de vote.

Les AG électorales de chaque Comité Départemental devront précéder l'AG électorale de leur ligue d'appartenance. Les dates de ces AG de Comité sont validées par le CODIR de la Ligue. Si aucune date n'a été proposée ou si les propositions présentées par un Comité ne conviennent pas, le CODIR de la Ligue fixe lui-même la date de l'AG du Comité.

Le service juridique interviendra lors du Conseil des Territoires du 20 décembre 2023 et de l'Assemblée des Départements des 2 et 3 février 2024 pour présenter les repères principaux à avoir pour l'organisation des élections dans les Ligues et les Départements.

Il pourra recueillir les questions des ligues (via les CSOE ou directement les dirigeants de la ligue) et condenser les réponses dans une FAQ. Une visio pourra également être proposée courant septembre 2024 réunissant l'ensemble des CSOE de ligue pour répondre à leurs interrogations.

Le Comité Directeur valide le calendrier électoral qui sera présenté au Conseil des Territoires le 20 décembre prochain.

3. Affaires financières

3.1 – Présentation du processus budgétaire 2024

Pour rappel, le processus budgétaire a été lancé le 18 septembre 2023.

Semaine du 09/10 : Entretien avec l'ensemble des directions (hors DTN)

Semaine du 23/10 : Entretien avec la DTN

Semaine du 06/11 : Fin de la compilation et fiabilisation de tous les budgets

Le résultat de ce premier tour de table, après compilation de l'ensemble des besoins, nous a amené à un budget déficitaire de -3M€. Afin d'équilibrer le budget et d'arriver à +350 K€, nous avons procédé à l'exercice compliqué des actions d'arbitrage.

Semaine du 13/11 : Identification des dépenses « incompressibles », recherche d'opportunités budgétaires et proposition d'arbitrages

Semaine du 20/11 : Entretien avec tous directeurs et les responsables des organisations pour valider ces opportunités

Semaine du 27/11 : Entretien avec la DTN, avec détermination de la part fédérale

Le 29/11 : Présentation au CODIR des équilibres budgétaires en respectant l'engagement d'un résultat de +350K

Processus d'équilibrage budgétaire :

Les variations impactant positivement le budget vs 2023 sont les suivantes :

Sur la réduction des dépenses :

- Fin de l'application Swimming Heroes (+35K€)
- Fin des reversements JAN au 01/01/2024 en échange de la possibilité de faire payer la licence (+150K€)

Sur l'augmentation des financements :

- Subventions de la région IDF non prévues au budget 2023 (+78K€)
- Mécénat non prévu au budget 2023 (+140 K€)
- Hausse des licences (+175K€)
- Accélération de la stratégie marketing (+165K€) – dont de nouveaux partenaires (Flunch, Deloitte, Bioderma)

Les variations impactant négativement le budget vs 2023 sont les suivantes :

- Assurance : impact estimé à -30K€ suite à la liquidation de la MDS fin 2024
- Aisance Aquatique : -60K€ sur la correction d'imputations comptables (2019 et 2022)
- Organisations sportives : -120K€ suite principalement aux augmentations des coûts de déplacements
- Académie de la Natation : -35K€ sur cette nouvelle action
- Projet Aquavista : -110K€ (activation des immobilisations, hébergement, licences ...)
- Masse salariale : -50K€ (-3 ETP vs hausses conventionnelles).
- JO 2024 : - 285K€ d'achat de places
- CE 2026 : -200K€ pour la cellule dédiée à la préparation des CE

Laurent Ciubini précise que le risque « assurance » suite à la liquidation de la MDS est réel car il sera difficile de trouver une nouvelle mutuelle offrant autant de cash que la MDS (80 000€).

Les points de vigilance sur le budget 2024 :

- Événementiel : Giant Open et CF Chartres équilibrés
- Incertitudes : coût de l'organisation des élections 2024 et changement d'assureur (liquidation MDS)
- Recettes : dynamisme mécénat & licences
- Année olympique par nature sera incertaine et donc à risque financièrement.

Synthèse des éléments collectés :

- FFN / hors sportif : +110K€
- FFN / organisations nationales : +120K€
- FFN / Equipes de France : -205K, portant la part fédérale à 2 372K€

Rappel :
Part fédérale 2022 : 1,5M€
Part fédérale 2023 : 2,6M€

Des points réguliers seront faits en Bureau et Codir sur l'exécution budgétaire.

Concernant l'atterrissage 2023, en cours de finalisation, Laurent Ciubini précise qu'il se situera entre +220K€ et +350K€.

Jean-Luc Manaudou s'interroge sur la baisse de 205K€ sur les EDF. N'y a-t-il pas un risque dans l'objectif des JO et des éventuelles performances ?

Laurent Ciubini répond qu'il n'y a aucun risque sur la préparation des JO. 1,1M€ de plus est ce qui était demandé pour le sportif. Si tous les besoins étaient légitimes, des arbitrages étaient nécessaires.

Gilles Sézionale : nos ambitions sportives sont importantes. L'Etat ne nous aidant pas suffisamment, il nous faut trouver de nouvelles sources de financement.

Benjamin Mercier et Stéphane Metzger interviennent sur les arbitrages : n'est-il pas prioritaire de favoriser le sportif en cette année olympique ?

Lazreg Benelhadj : si les actions sportives sont sécurisées jusqu'aux Jeux, l'après JO sera une autre étape.

Gilles Sézionale rappelle qu'en 2023 nous avons augmenté le budget du sportif de +1,1M€. Aujourd'hui, nous devons reconstituer nos fonds propres en respectant la demande des CAC.

Julien Issoulié précise que le budget n'a pas été trop touché sur le collectif A, mais beaucoup plus sur la Relève.

Stéphane Metzger rappelle que des charges concernant la Relève ont déjà été transférées aux ligues. Par ailleurs, lorsqu'une ligue sacralise le sportif l'année des Jeux, il ne lui paraît pas logique que la Fédération baisse ses budgets. Aussi, ne sommes-nous pas discriminants avec les gamins qui veulent se préparer pour les JO de Los Angeles en leur demandant de participer financièrement à leurs stages ?

Gilles Sézionale : on pourrait imaginer que les ligues investissent dans la Relève au lieu de thésauriser. La part régionale n'est pas faite pour ça.

Lazreg Benelhadj rejoint l'idée que les ligues doivent participer plus, ce que fait déjà la ligue IDF à hauteur de 350K€, mais il faut que les choses soient claires, que les ligues aient un droit de regard et qu'elles participent à un programme.

Jean-Luc Manaudou dit attendre beaucoup de l'Assemblée des Départements de février ; nous avons besoin d'une autorité supérieure qui aide les ligues à les mobiliser. Le sujet de leur investissement doit être à l'ordre du jour.

Laurent Ciubini : l'une des décisions de ce jour pourrait donc être de se rapprocher des CAC afin que les 205K€ d'économies souhaitées sur le sportif ne soient pas faites et que la reconstitution des fonds propres soit ramenée à 150K€.

Stéphane Metzger : en année olympique, les 200K€ qui manquent peuvent être considérés comme de l'investissement : si nous obtenons de bons résultats aux JO, nous devrions en récolter les fruits, en termes de licences et de recettes marketing.

Lazreg Benelhadj : si nous ne relevons pas le niveau de nos organisations, nous ne pourrions pas progresser.

Patrick Perez : cet axe est effectivement très important. Pour exemple, c'est grâce à l'organisation du Giant Open que nous avons récupéré Flunch.

Suite à ces différents échanges, un nouveau travail sur les équilibres budgétaires est demandé afin de finaliser le budget pour la fin de semaine prochaine.

Bernard Dalmon demande que le budget soit voté ce jour, modulo les -200K€ à retravailler.

Le budget 2024 direction par direction est ensuite présenté (cf. tableaux en annexe).

Concernant la variation 2024 vs 2023 (-34K€) sur les organisations, Benjamin Mercier n'est pas d'accord sur l'explication de l'augmentation attribuée au Water-Polo. Cette dernière s'explique davantage par des frais annexes d'arbitrage, de formation et de l'utilisation de Dartfish que par la hausse des frais de déplacements du Water-Polo.

Stéphane Metzger : ne peut-on pas se passer de Dartfish ?

Ce point particulier sera revu.

Concernant les Equipes de France, les variations sont difficilement comparables. Ce budget particulier sera donc retravaillé.

Concernant le Mécénat, il est précisé que sur les 20K€ demandés aux Mécènes, ces derniers bénéficieront de 12K€ de réduction fiscale et de la contrepartie offertes de 5K€ de places pour divers événements.

Concernant les RH, la hausse de +51K€ est relative car certains salaires seront refacturés, notamment sur les bassins mobiles (valorisation de l'ingénierie).

Concernant l'accompagnement des Réseaux et Territoires, l'objectif est de redéployer les 23 bassins mobiles existants pour un budget équilibré de 1 500K€. Les coûts d'installation sont à la charge des collectivités.

CFR : la variation est due au risque de hausse du contrat d'assurance.

Lazreg Benelhadj demande si les ligues régionales pourront utiliser le CRM (Customer Relationship Management) ?

Laurent Ciubini se rapprochera sur ce point de Marvin Do Rego en charge de ce dossier.

L'ensemble des remarques prises en compte, le Comité Directeur valide le budget présenté, modulo le budget du sportif qui sera revu.

Plusieurs élus félicitent Alexandra Laboucheix pour la clarté de ses explications.

3.2 - Point à date sur les licences

- ✓ 247 911 licences au 29 novembre (+ 13 360 par rapport à N-1)
- ✓ 24 183 licences en attente
- ✓ 4 826 924,80 € perçus

A noter que la disparité entre les ligues s'explique en partie par les fermetures de bassins et de clubs.

Lazreg Benelhadj : une vraie solution à ce problème est la mise en place d'un bassin mobile, à l'instar de celui déployé sur Clichy.

4. Affaires sportives

4.1 – Natation Course : validation du programme 2024 (en annexe)

Bénédicte Compois présente le programme 2024 de la Natation Course.

L'architecture de ce programme est similaire au programme 2023, le calendrier sportif 2024 ayant déjà été proposé il y a 1 an. L'avant-propos des pages 9 à 16 permet de rappeler le cadre et les orientations du programme.

Les principaux changements ont déjà été validés avant l'été :

- nouveau circuit de meetings nationaux labellisés
- évolution des catégories, avec l'alignement dames et messieurs et une catégorie Junior sur 5 années, 14 / 18 ans.

Le nouveau parcours de qualification des benjamins proposé en 2023 n'étant pas encore arrivé au terme de la première année d'expérimentation, il est proposé d'attendre début 2024 pour proposer d'éventuels ajustements sur la 2ème partie du programme.

Dans les nouveautés, des orientations techniques et sportives pour les différentes catégories sont présentées (entre les pages 17 et 24).

Concernant les meetings, Christiane Guérin demande s'il ne serait pas possible d'augmenter le nombre de meetings par période ? Pour exemple, sur une même période, on compte 2 meetings au lieu de 4.

Bénédicte Compois répond que pour l'instant aucune demande en ce sens n'a été formulée. Si l'on constate un problème de densité, un éventuel ajustement pourra être proposé.

Lionel Chalendar demande s'il serait possible d'avoir un meeting supplémentaire en IDF sur une même période en raison de la forte demande sur cette région.

Bénédicte Compois répond que la demande peut être faite auprès du CC qui l'examinera ; il faut néanmoins conserver une harmonisation.

Jean-Luc Manaudou fait remarquer que plus on multiplie le nombre de meetings, plus on diminue la confrontation.

Christiane Guérin demande si une solution a été trouvée pour les Championnats de France Benjamins qui comptabilisent déjà à ce jour plus de 800 nageurs qualifiés. Et si aucune solution n'est apportée cette année, quid de l'année prochaine ?

Bénédicte Compois répond qu'en 2025 cette compétition devrait se tenir au CAO. Pour Chalon sur Saône, le programme sera adapté pour limiter le nombre dans la piscine (coupures dans le programme).

Concernant cette catégorie, l'accent est mis sur l'importance de conserver des périodes de travail. Soit, ils se qualifient pour les CF Benjamins à la Web Confrontation, soit ils vont sur le circuit interrégional.

Le Comité Directeur valide le programme Natation Course 2024.

5. Les grands événements 2024 et point sur les Championnats d'Europe 2026

Laurent Ciubini présente les grands événements 2024 et le projet CE 2026.

Inauguration du CAO :

- En partenariat avec la Métropole du Grand Paris
- Date envisagée : le 4 avril 2024
- Présence attendue du Président de la République
- Spectacle aquatique en 4 tableaux :
 - L'apprentissage de la natation
 - La découverte du plongeur
 - La découverte de la natation artistique
 - La découverte de la natation course
- Entre 1500 et 2000 invités envisagés

Test Events FFN / Paris 2024 au CAO :

- Objectifs : tester le bassin warm-up, les transitions et la cohabitation entre les disciplines ; la nouvelle infrastructure dans sa globalité ; les systèmes technologiques (Timing & Scoring) des systèmes audio (en dehors et dans l'eau) ; les flux opérationnels.
- Test Event Plongeur : 29 Avril au 03 Mai
- Test Event Natation Artistique : 01 au 05 Mai
- Test Event Eau Libre : 06 au 08 Mai

Championnats d'Europe du 25 juillet au 9 août 2026 :

- Célébration du centenaire sur les sites Olympiques de Paris 2024, dans des installations emblématiques, un cadre exceptionnel et avec un savoir-faire unique.
- Une opportunité unique de mettre en avant des infrastructures de renommée internationale (héritage)
- Une occasion de rassembler toute une nation autour de sa nouvelle génération de nageurs d'élite pour agrandir la famille française de la natation et développer la pratique en France.
- Les cérémonies d'ouverture et de clôture auront lieu au CAO et offriront à la famille aquatique et au grand public une expérience très attendue autour de l'eau.
- Un lieu sera privatisé pour organiser le congrès officiel de la LEN.
- Pour célébrer l'événement avec les membres de la LEN et les acteurs de la natation (pouvoirs publics, partenaires, World Aquatics, etc.), nous proposons d'organiser le dîner officiel de l'événement qui pourrait se tenir dans un lieu symbolique de la capitale, comme les salons de l'Hôtel de Ville ou la Tour Eiffel.
- Le Comité d'Organisation proposera une programmation culturelle pour que les participants aux Championnats puissent découvrir Paris.

Le CAO accueillera les épreuves de natation artistique, plongeon et natation course avec la configuration suivante :

- Une piscine de 50m (10 couloirs) pour les épreuves olympiques
- Un bassin de plongeon de 22m x 25m
- 4 000 places* dans des gradins en configuration Arena (*en discussion avec la LEN)
- Une piscine d'échauffement temporaire de 50m

La Seine accueillera les épreuves d'eau libre et le plongeon de haut vol.

Le budget total, estimé à 15M€, est pratiquement finalisé, dont des subventions publiques réparties à ce jour ainsi :

- Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques : 2,5M€ - 2,9M€
- Métropole Grand Paris : 2M€
- Ville de Paris : 300K€
- Ville de St Denis : 300K€
- Plaine Commune : 300K€
- Département Seine-St Denis : 300K€
- Région IDF : 600K€

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Lazreg Benelhadj et Christiane Guérin informent que la Fédération sera associée au parcours de la Flamme Olympique sur Chartres et Sarcelles. A noter que Paris 2024 demande à la Fédération la mise en place d'un service d'ordre et octroie 8 mn pour des animations après le passage de la flamme. Les bénévoles seront financés par les ligues respectives.

6. Calendrier institutionnel

- **Mercredi 13 décembre 2023** : Bureau
- **Mercredi 20 décembre 2023** : Conseil des Territoires
- **2 et 3 février 2024** : Assemblée des Départements

5 Clôture des travaux par le Président

Gilles Sézionale remercie tous les présents pour les échanges riches et intenses et adresse, au nom du CODIR, ses amitiés à Hélène Ricardo en souhaitant le rétablissement de sa fille Zazie.

Il informe pour finir de la reconduction par le Ministère du contrat de Michel Chrétien jusqu'en 2025 alors qu'il devait prendre sa retraite avant les JO, afin qu'il puisse préparer au mieux la suite pour l'INSEP.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h00.

La secrétaire générale

Dominique CUPILLARD

le Président

Gilles SEZIONALE